



## FAITS MARQUANTS DE LA PREMIÈRE RÉUNION DU COMITÉ À COMPOSITION NON LIMITÉE DES REPRÉSENTANTS PERMANENTS (CCNLRP) AU PNUE: LUNDI 24 MARS 2014

Les délégués au CCNLRP du PNUE se sont réunis en matinée pour l'ouverture de la réunion, l'examen des questions d'organisation, et un rapport du Directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner. Dans l'après-midi, les délégués ont examiné les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme de travail pour la période 2012-2013, ainsi que du programme de travail et des budgets pour les périodes 2014-2015 et 2016-2017. Les projets de décisions des gouvernements ont également été présentés.

### OUVERTURE DE LA RÉUNION

L'Ambassadrice Julia Pataki (Roumanie), Présidente par intérim du CRP, a accueilli les nouveaux membres du CRP et a remercié les membres sortants. Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUE, a exprimé sa gratitude pour l'intérêt des parties prenantes à contribuer à la nouvelle Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE) du PNUE.

**QUESTIONS D'ORGANISATION:** Les délégués ont adopté le procès-verbal de la 125e réunion du CRP (UNEP/CPR/126/2), l'ordre du jour provisoire (UNEP/CPR/126/1) et le programme de la semaine (UNEP/CPR/126/1/Add.1/Rev.1) avec des amendements mineurs.

L'Ambassadeur Sunu Soemarno (Indonésie) a été élu par acclamation en tant que Président du CRP, en remplacement de l'Ambassadeur Chan-Woo Kim (République de Corée).

**RAPPORT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF:** Steiner a présenté les faits saillants de son rapport (UNEP/CPR/126/3), qualifiant cette semaine dédiée au CCNLRP de « grand moment » dans l'évolution du PNUE, et remerciant les délégués pour leur soutien. Il a indiqué que le PNUE participe activement à fournir des contributions sur les objectifs et indicateurs relatifs au programme de développement pour l'après-2015 et aux objectifs de développement durable (ODD). Steiner a noté une efficacité améliorée et une productivité accrue à travers le PNUE, malgré des effectifs réduits, et a déclaré que le PNUE continue à améliorer le rapport qualité-prix de son offre. Il a conclu avec l'annonce d'un certain nombre de changements au niveau de la haute direction et a noté que quatre des cinq divisions du PNUE sont maintenant dirigées par des femmes.

**INTERVENTIONS DES PAYS:** Les délégués ont félicité Steiner pour sa réélection. Le KENYA a instamment demandé aux États membres de fournir des ressources pour: la transformation économique structurelle et la croissance inclusive; la science, la technologie et l'innovation; le développement centré sur les populations; la gestion et l'utilisation des ressources naturelles; la paix et la sécurité; et le financement et les partenariats.

L'UE a déclaré qu'un segment de haut niveau axé sur les résultats à l'ANUE en juin 2014 pourrait apporter une contribution au processus des ODD et réaliser des progrès sur le commerce illégal des espèces sauvages et du bois. Le délégué

a souligné que la révision en cours de la politique du PNUE relative aux parties prenantes ne devrait pas la faire tomber en deçà des pratiques actuelles.

La Thaïlande, s'exprimant au nom du G-77/CHINE, a proposé de débattre de l'adoption de règles de procédure couvrant la participation à l'ANUE de représentants permanents et de parties prenantes non-résidents.

Concernant la préparation des projets de décisions, la SUISSE a souligné qu'ils devraient être essentiels, simplifiés, ciblés et axés sur les résultats avec un lien clair avec le budget. Appuyé par la NORVÈGE, le délégué a ajouté que les décisions devraient être regroupées. Avec les ETATS-UNIS, il a demandé des éclaircissements sur le prochain processus de l'Avenir de l'environnement mondial (GEO 6).

La NORVÈGE a plaidé pour la poursuite d'un dialogue pour une réunion plus « rationalisée et concise », qui présentera une orientation stratégique, et des documents plus courts contenant de meilleures analyses et les implications budgétaires des actions proposées.

Le JAPON a appelé à la fin de l'« élargissement incohérent de l'organisation », et avec les ETATS-UNIS, a recommandé d'utiliser efficacement les ressources financières limitées.

Le Zimbabwe, s'exprimant au nom du GROUPE AFRICAIN, a salué le rapport à venir sur l'écart d'adaptation mondial qui sera publié par le PNUE au cours de l'année. Concernant le renforcement de la présence régionale, le délégué a noté que seulement un des cinq bureaux sous-régionaux prévus en Afrique avait été créé.

Les ETATS-UNIS ont exprimé leurs « frustration, déception et inquiétude » quant aux aspects organisationnels de la réunion. La représentante a plaidé pour une meilleure documentation pour l'ANUE à l'avenir et une participation renforcée des États membres.

La Colombie, s'exprimant au nom du GROUPE DE L'AMERIQUE LATINE ET DES CARAÏBES (GRULAC), a souligné des priorités incluant: axer les efforts sur une gestion appropriée des produits chimiques et des déchets; utiliser de façon efficace et transparente les ressources du PNUE; et appuyer le développement durable dans les petits États insulaires en développement (PEID).

Soulignant l'importance d'impliquer toutes les parties prenantes dans la réalisation de l'accord sur le développement durable, l'URUGUAY a appelé à un leadership pour assurer que le PNUE ait le budget nécessaire pour faire face aux défis à venir.

La NOUVELLE-ZÉLANDE a appuyé la participation du PNUE dans les discussions relatives aux ODD et au programme de développement pour l'après-2015 pour assurer l'intégration du pilier environnemental dans les résultats, et a instamment demandé que la priorité soit accordée aux questions environnementales dans la région du Pacifique.

CUBA, avec la BOLIVIE, a souligné l'importance de se centrer sur les engagements pris à Rio+20, et a instamment prié le CCNLRP de s'en tenir au programme convenu et aux engagements financiers.

En terminant, Steiner a noté, entre autres, que beaucoup espèrent de l'ANUE des principes et des concepts qui peuvent être mis en œuvre en partenariat avec d'autres, par exemple sur l'économie verte et le commerce illicite des espèces sauvages.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Asheline Appleton, Wangu Mwangi, Delia Paul, Mihaela Secrieru, et Brett Wertz. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Sandra Gagnon. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le bailleur de fonds du *Bulletin* est la Commission européenne (DG-ENV). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le PNUE. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du BNT présente à la réunion à composition non limitée du Comité des représentants permanents au PNUE peut être contactée par courriel à <asheline@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

**PROJETS DE DÉCISIONS:** Le Président du CRP, l'Ambassadeur Sunu Soemarno, a invité les gouvernements à présenter leurs projets de décisions. L'OUGANDA a présenté un projet de texte sur l'adaptation de l'écosystème, notant en particulier la vulnérabilité des pays en développement au changement climatique et appelant à soutenir le développement et la mise en œuvre de programmes d'adaptation.

La SUISSE a proposé des ajouts à la décision omnibus sur les produits chimiques et les déchets soumise par les ETATS-UNIS, plaidant pour dédier une plus grande attention au plomb et au cadmium, au mercure, à l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM), et un renforcement de la coopération internationale. Les ETATS-UNIS ont salué l'approche intégrée du financement des questions relatives aux produits chimiques et aux déchets, et ont proposé l'adoption de termes de références pour un programme spécial visant à soutenir la mise en œuvre des conventions connexes.

**EXAMEN SEMESTRIEL DES PROGRÈS RÉALISÉS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL, Y COMPRIS LA MISE EN ŒUVRE DES DÉCISIONS DES ORGANES DIRECTEURS:**

Le Vice-Président du CRP, l'Ambassadeur Bart Ouvry (Belgique), a invité le Secrétariat à présenter ce point de l'ordre du jour sur l'examen semestriel de la mise en œuvre du programme de travail et du budget pour la période 2012-2013 (UNEP/EA.1/INF/5 et UNEP/EA.1/INF/6). Présentant le rapport sur l'exécution du programme, J. Christophe Bouvier, du PNUE, a noté que 64 pour cent des réalisations escomptées ont été atteintes, tandis que 85 pour cent des cibles d'indicateurs ont été atteintes ou dépassées. Il a souligné la réduction du personnel de base du PNUE, la consolidation de projets, et l'accroissement des partenariats multipartites en tant que principales réalisations. Il a expliqué que les rapports de performance sont de plus en plus axés sur des estimations de changements sur des périodes de temps plus étendues, et a souligné le succès rencontré dans l'élimination de l'essence au plomb à l'échelle mondiale entre 2002 et 2014 comme un exemple.

Bouvier a présenté des mesures en vue: d'améliorer la gestion axée sur les résultats; d'améliorer la qualité du suivi et des rapports; d'investir dans de nouveaux systèmes et partenariats; d'augmenter la sensibilité face aux garanties sociales et économiques; et de perfectionner les stratégies de communication et de gestion des connaissances, y compris l'utilisation de la plate-forme UNEP-Live.

Sheila Aggarwal-Khan, du PNUE, a parlé des principales réalisations dans le cadre des six sous-programmes du PNUE au cours du dernier exercice biennal, soulignant, entre autres: l'intégration de l'adaptation fondée sur l'écosystème dans les processus nationaux de planification; les rapports sur les liens établis entre la science et la politique en matière d'efficacité dans l'utilisation des ressources; et l'intégration de la gestion de l'environnement dans les interventions humanitaires et de maintien de la paix et de reconstruction post-crise. Elle a indiqué que des partenariats multipartites mondiaux ont été établis sur le financement, l'alimentation et l'agriculture, le bâtiment, le tourisme et l'assurance, qui représentent des actifs de 8 milliards de US \$.

Le BRÉSIL, appuyé par la NORVÈGE, a exprimé sa préoccupation concernant le taux de contre performance obtenu dans la réalisation du programme de travail, et le doublement des contributions à des fins exclusives totalisant 300 millions de US \$, comparativement aux 150 millions de US \$ en contributions au Fonds pour l'environnement, indiquant que les contributions à des fins exclusives ne sont pas nécessairement conformes aux priorités de l'ANUE. La NORVÈGE a également salué la transition vers des rapports sur les effets à long terme et la pertinence des travaux du PNUE, demandant dans quelle mesure ces éléments transparaissent dans le nouveau cadre de résultats.

La Grèce, s'exprimant au nom de l'UE, a salué l'approche du PNUE axée sur la « rentabilité » et a plaidé pour des gains d'efficacité.

Ibrahim Thiaw, du PNUE, a fait part de contraintes de mise en œuvre, y compris des retards dans le recrutement et l'approvisionnement, les financements tardifs, et des problèmes de coordination interne dans les pays participants. Il a assuré les délégués que toutes les activités seront complétées au cours du prochain exercice biennal.

**EXAMEN DES PROGRÈS RÉALISÉS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL ET DU BUDGET POUR LES PÉRIODES 2014-2015 et 2016-2017:**

Bouvier a expliqué que la rédaction du programme de travail s'est révélée plus complexe étant donné les implications de Rio+20 pour le financement du PNUE. Il a noté que le PNUE

doit dorénavant compter avec deux canaux d'approbation: le CRP, qui propose le programme de travail, et l'Assemblée générale des Nations Unies, qui, conformément aux résultats de Rio+20, alloue une plus grande part de son budget ordinaire au PNUE. Bouvier a indiqué que dès cette année, le bilan du PNUE comportera un plus grand pourcentage de fonds provenant du budget ordinaire des Nations unies, et qu'ainsi, toute différence entre le programme de travail du CRP et le montant versé par l'Assemblée générale des Nations Unies nécessiterait une révision du programme de travail. Aggarwal-Khan a ajouté que le Secrétariat avait essayé de maintenir les programmes de travail des exercices 2014-2015 et 2016-2017 en ligne avec la stratégie à moyen terme et son accent sur les partenariats.

Les ETATS-UNIS ont exprimé leur préoccupation concernant le fait que le cadre 2016-2017 alloue des fonds au détriment des activités qui sont primordiales pour le programme de travail. Le BRÉSIL a déclaré que la collecte de fonds pour le Fonds pour l'environnement doit correspondre au niveau d'ambition fixé dans le programme de travail. Le JAPON a suggéré que le budget devrait être basé sur une croissance nominale nulle.

Le Kenya, s'exprimant au nom du GROUPE AFRICAÏN, a souligné que les activités de base doivent être financées par les ressources du budget ordinaire. CUBA a souligné l'importance de se centrer sur l'analyse du programme de travail plutôt que sur le budget lui-même. Concernant la gestion des écosystèmes dans le programme de travail pour la période 2016-2017, il a plaidé pour l'inclusion de la dégradation des sols.

Bouvier a demandé conseil sur l'équilibre entre un budget qui est à la fois réaliste et compatible avec les attentes créées par Rio+20. En réponse à la proposition du Secrétariat d'établir des seuils minimaux pour la création de fonds d'affectation spéciale, le BRÉSIL a mis en garde contre des seuils qui pourraient décourager les donateurs de verser des contributions.

Concernant le personnel, Bouvier a indiqué que le PNUE emploie actuellement 828 employés, avec des effectifs totalisant 313 personnes additionnelles attachées aux Secrétariats des AME et au Fonds multilatéral. Il a indiqué qu'il y a eu une diminution progressive de la proportion du personnel de base qui est couvert par le Fonds pour l'environnement pour libérer des ressources pour la mise en œuvre directe des programmes. Il a identifié la parité de genre au niveau de la haute direction comme un défi persistant, notant qu'en moyenne, moins de 30 % des candidats au niveau global sont des femmes. Il a souligné les initiatives visant à remédier à la situation, y compris les partenariats avec l'École des cadres des Nations Unies et les Volontaires des Nations Unies visant à renforcer l'égalité de genre et la création de partenariats efficaces avec les jeunes.

**DANS LES COULOIRS**

Malgré un ordre du jour chargé, l'ambiance était optimiste alors que les délégués ont progressé dans plénière le lundi matin. La porte étant dorénavant ouverte aux Etats non accrédités, 293 participants représentant 97 pays se sont inscrits à la réunion. La moitié des délégués ont fait le déplacement en jet depuis leur capitale - un groupe beaucoup plus important que les 50 représentants permanents ou plus basés à Nairobi lors des réunions précédentes du CRP.

Selon certains initiés, les questions qui maintiendront le CCNLRP occupé cette semaine sont le budget et le programme de travail, la modification des règles et des procédures, et le projet de politique d'engagement des parties prenantes.

Le budget a reçu un peu de temps d'antenne, certains délégués notant que tandis que le financement du PNUE à partir du budget ordinaire de l'ONU a augmenté, il existe un plus grand défi qui consiste à définir le rôle du PNUE face aux autres acteurs dans l'élaboration des politiques de développement durable. Les points de vue sur l'engagement des parties prenantes demeurent partagés entre certains pays développés qui favorisent des arrangements plus souples et les pays en développement qui réclament le maintien de l'intégrité du processus intergouvernemental. « Il existe un réel danger de régression si les pays décident de limiter la participation aux organisations ayant un intérêt particulier dans l'environnement », a fait remarquer un vétéran de la société civile. D'une façon ou d'une autre, la semaine promet d'être l'occasion de nombreuses premières pour la nouvelle ANUE.